

### LA UNE Optez pour le jeu !

Le jeu ne sert pas qu'à s'amuser. C'est aussi un élément essentiel au développement de chaque enfant. La [Journée internationale du jeu](#), initiée et coordonnée par l'Unicef, se déroulera le 11 juin 2025. Elle permettra de faire le plein d'activités ludiques et gratuites en famille et sera l'occasion de faire en sorte que chaque enfant, où qu'il se trouve, puisse exercer son droit au jeu. Il est possible d'[y participer](#) où que vous soyez, que ce soit en essayant de nouvelles idées de jeu avec votre enfant ou en contribuant à sensibiliser vos amis, votre famille et votre entourage aux bienfaits du jeu. [Optez pour le jeu au quotidien !](#)



## JEU

### La pédagogie par le jeu

En écho à la Journée internationale du jeu, Réseau Canopé organise la 4<sup>e</sup> édition des [Rencontres ludopédagogiques](#), du 28 mai au 28 juin 2025. Conférences d'experts, tables rondes, webinaires, ateliers : autant de rendez-vous incontournables à suivre en distanciel et en présentiel sur le territoire ! Des enfants motivés et autonomes s'impliquent davantage et réussissent mieux. Et si vous utilisiez la ludopédagogie pour plonger au cœur d'un univers narratif captivant ?

### L'Association des Ludothèques Françaises (ALF)

Depuis 1979, année de création de l'ALF, l'association a poursuivi et développé ses missions d'animation de travail créatif, d'expérimentation, de formation, de soutien et d'animation du réseau, de représentation, de veille et d'influence. Repères chronologiques :

- 1982 : création de la première ALF régionale : l'ALF Nord
- 1993 : 1<sup>ère</sup> Université d'été des Ludothécaires
- 1999 : l'ALF coordonne la 1<sup>ère</sup> Fête du Jeu
- 2003 : création de la Charte de qualité des ludothèques
- 2008 : l'ALF accueille le 22<sup>ème</sup> congrès international des ludothèques à Paris
- 2012 : édition de la fiche métier Ludothécaire
- 2015 : mise en service de la base de données [Wikiludo](#)
- 2016 : adoption du [projet politique de l'ALF](#)
- 2023 : Référentiel des ludothèques

L'Association des Ludothèques de France est présente en région Grand Est :

Siège social : Ludothèque la mine aux trésors, Espace 89, 10-12 rue de Metz, 54390 Frouard, 03 83 24 72 57

Siège administratif : Ludothèque le coffre à jouets, 10 rue du Bon Pasteur, 57070 Metz-Borny, 03 87 21 03 99, [alfgrandest@gmail.com](mailto:alfgrandest@gmail.com)

## Jeux pour les ludothèques et médiathèques

Qu'il s'agisse de grandes ludothèques municipales, de petites "ludos" associatives, ou de médiathèques disposant d'un fonds de jeux, la sélection et le choix des jeux parmi une production ludique de plus en plus importante (et riche !) n'est pas simple. Entre les grands classiques, les nouveautés, les extensions multiples, les jeux coopératifs, les familiaux, etc., il faut faire des choix... [Didacto](#) fait tester les jeux par une équipe d'experts avant de les valider.

### La Ludothèque Itinérante de la Fédération Familles Rurales 54

La fédération Familles Rurales de Meurthe-et-Moselle dispose de plus de 300 jeux dans sa [ludothèque itinérante](#), allant de la petite enfance, aux jeux de plateaux, en passant par des jeux de cartes, d'ambiance et bien d'autres surprises. Vous pouvez consulter la liste des jeux de la ludothèque sur [ce lien](#).

### Take Care, une mini-série sur mobile pour les 16-25 ans

Depuis 2017, France Assos Santé Auvergne-Rhône-Alpes a désigné les 16-25 ans comme un public prioritaire de ses actions pour les droits en santé. Mais comment sensibiliser à un âge où expérimentations et "construction contre" font partie intégrante du développement ? *Take Care* a été pensé pour répondre à ce défi : ludique et réaliste, cet outil permet au joueur de s'identifier et d'être impliqué pleinement dans l'histoire... et dans les questionnements qu'elle soulève. [Télécharger sur Google Play](#). [Télécharger sur l'Appstore](#)



### Des jeux pédagogiques : [Agir pour la Terre en s'amusant](#)

Combien de temps un chewing-gum jeté dans la nature met-il à disparaître ? [16 cartes quiz](#) pour tester vos connaissances sur l'écologie !

Testez vos connaissances sur le cycle de vie des objets, leurs impacts sur l'environnement et les bonnes habitudes de consommation. Le jeu de cartes [Osez changer !](#) permet de prendre conscience de tout ce que l'on possède de façon ludique et en famille, mettez-vous au défi avec ce jeu de cartes à imprimer !

Rotation des cultures, soin des animaux, rénovation de la ferme, équilibre économique, social et environnemental de l'exploitation... [Roots of tomorrow](#) est un jeu en ligne qui vous met dans la peau d'un exploitant agricole. Jouez le jeu à travers huit scénarios possibles, y compris la polyculture d'élevage, des grandes cultures et même l'agriculture urbaine.

Dans [Tri'Athlon](#), un tout nouveau mode de jeu intégré à Fortnite, vous plongez dans une ville virtuelle qui croule sous les déchets. Les joueurs doivent redonner vie à cet environnement en triant et réparant des objets.

Mais aussi...

- [Découvrez un quiz sur les métiers de la transition écologique](#)
- [Découvrez un quiz sur l'objectif de zéro artificialisation nette](#)

90% des plantes sauvages et 75% des cultures alimentaires dépendent des insectes pollinisateurs pour se reproduire. Pourtant l'activité humaine constitue pour eux [une grave menace](#). Le 20 mai, journée mondiale des abeilles, a été l'occasion de mettre en avant [leur importance capitale sur notre globe](#). Bee Simulator est un jeu éducatif qui pique la curiosité. Entièrement adapté aux enfants, il est disponible sur PlayStation 4 et 5, Xbox One et Series, PC et Nintendo Switch. [Lire l'article](#).

Retrouvez régulièrement des jeux, des quiz et pleins de ressources pour apprendre en s'amusant sur [Mtaterre, le site de l'ADEME dédié aux jeunes !](#)



## PARENTALITE

### Les vacances à hauteur d'enfant

La France compte huit millions de familles avec au moins un enfant mineur, et 17% d'entre elles comptent même trois enfants mineurs. Comment les familles sont-elles accueillies en vacances dans les campings, les locations de meublés, les hôtels, les résidences de tourisme ou les transports ? Réunis le 27 mai 2025, à la veille des congés d'été, par le Haut Commissariat à l'Enfance, les acteurs du tourisme ont pu constater que, dans notre pays, le "sans enfant" reste un phénomène marginal. On parle de 3% des offres de voyage (selon le syndicat des Entreprises du voyage), de 0,27% des terrains de camping (selon la Fédération nationale de l'hôtellerie de plein air).

A contrario, la mention "enfants bienvenus" apparaît le plus souvent, comme à la Fédération française des stations vertes, qui a créé dès 2006 le label [Famille plus](#), lequel assure aux familles un accueil et des prestations adaptés à leurs besoins, en particulier pour les enfants de trois à douze ans. Les participants à la table ronde organisée par Sarah El Haïry se sont engagés à travailler à l'élaboration d'une charte "à hauteur d'enfant".

### Service public de la petite enfance : une enveloppe insuffisante pour les communes

Quatre mois après l'entrée en vigueur du service public de la petite enfance, le Comité des finances locales (CFL) s'est prononcé à l'unanimité contre un projet de décret précisant les modalités de calcul et de répartition de "l'accompagnement financier" qui sera octroyé par l'État aux communes qui se voient attribuer un rôle d'autorités organisatrices de l'accueil du jeune enfant. La compensation financière de 86 millions d'euros pour les communes de plus de 3.500 habitants n'est pas à la hauteur des besoins, selon les élus locaux, dont le maire de Wittenheim (Haut-Rhin) qui s'insurge contre le mode de calcul établi pour déterminer les montants fléchés. [Lire l'article](#).



## EDUCATION

### Les cités éducatives en voie de généralisation

Le gouvernement vient d'annoncer la labellisation de quarante nouvelles cités éducatives pour la réussite des enfants et des jeunes des quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV). Vingt-six départements sont concernés, dont la Meurthe-et-Moselle (quartiers de Haussonville à Nancy et des Nations à Vandoeuvre) et les Vosges (quartiers Justice, Saut-le-Cerf, Bitola, La Vierge, à Epinal). Pour couvrir l'ensemble des QPV, la création de 850 cités éducatives est envisagée à l'horizon 2027, sachant qu'une cité peut couvrir plusieurs QPV. Selon une communication de l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT), qui copilote le dispositif avec la Dgesc (direction générale de l'enseignement scolaire), les territoires candidats et leurs partenaires peuvent déposer leur dossier sans date de dépôt fixe, "afin d'avoir le temps de structurer leur alliance éducative autour de besoins et objectifs bien identifiés". [Lire sur le site du Ministère](#).

### Un rapport de la Cour des Comptes sur l'éducation prioritaire

La France fait partie des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) où le niveau scolaire des élèves issus de milieux plus défavorisés baisse depuis 20 ans et où les inégalités sociales pèsent le plus sur les destins scolaires. La politique d'éducation prioritaire menée depuis 1981 peine à réduire les inégalités. Un [rapport](#) publié le 6 mai 2025 par la Cour des comptes dresse un bilan contrasté de la dernière relance de l'[éducation prioritaire](#), appelée "refondation", engagée en 2015. [Lire l'article](#).

## École inclusive

À la rentrée 2025, 520.000 élèves en situation de handicap étaient accueillis en milieu scolaire ordinaire, encadrés par 134.000 AESH. Par le biais d'un amendement à la proposition de loi visant à renforcer le parcours inclusif des élèves en situation de handicap, le gouvernement a fait voter à l'Assemblée nationale (à deux voix près) la création des pôles d'appui à la scolarité, dont la généralisation devra être effective en 2027, à condition que la mesure survive à la navette parlementaire, bien entendu. Les PAS tendent à apporter une réponse de premier niveau pour favoriser la scolarisation des élèves à besoins éducatifs particuliers, notamment avant toute notification d'aide par un AESH (accompagnant d'élève en situation de handicap) de la part de la Maison départementale des personnes handicapées (MDPH). Selon l'exposé des motifs, le PAS devient ainsi "l'organe opérationnel de coordination pour l'organisation de la réponse aux difficultés d'un élève : adaptation pédagogique, matériel adapté, aide humaine, ou mobilisation de professionnels médicosociaux". [Lire l'article](#).

## Contre le harcèlement scolaire

Le prix "Non au harcèlement" donne la parole aux jeunes en les invitant à créer une affiche ou une vidéo pour sensibiliser au harcèlement. Ces supports servent à porter un projet de prévention dans leur établissement ou structure éducative. Plus de 5 000 projets ont été reçus en 2025. [Découvrez les productions des lauréats 2025](#).

Elisabeth Borne, ministre de l'Éducation nationale a présenté en conseil des ministres, le 23 mai 2025, une communication sur l'état d'avancement et les perspectives du plan interministériel lancé en 2023. Ce point d'étape intervient dans un contexte de forte attente : selon une étude publiée en novembre 2024, un élève sur dix serait victime de harcèlement à l'école, avec des formes de plus en plus numériques. Le [programme pHARe](#) est désormais généralisé ; il repose sur une triple ambition : "100% prévention, 100% détection, 100% solutions". Il s'incarne dans plusieurs mesures concrètes : formation systématique des personnels d'ici 2027, cours d'empathie à l'école primaire, 10 heures annuelles de sensibilisation aux compétences psychosociales pour les collégiens, et outils à destination des familles. En novembre 2024, trois millions d'élèves ont participé à des actions de sensibilisation. 100.000 élèves se sont portés volontaires comme ambassadeurs. Le questionnaire annuel d'auto-évaluation a été déployé de la classe de CE2 à la terminale pour libérer la parole. 150 postes ont été créés en 2024 pour renforcer les référents académiques et départementaux. La "pause numérique" sera généralisée à la rentrée 2025. Objectif : améliorer le climat scolaire en limitant l'usage des écrans. Les évaluations montrent déjà une réduction des conflits et une amélioration des relations entre élèves. L'[attestation Pix](#), obligatoire pour les élèves de 6<sup>e</sup>, devient un outil de prévention à part entière. [Lire l'article](#).

## Contre la violence dans les établissements sportifs

Un [décret du 16 mai 2025](#) impose aux exploitants d'établissement où est pratiquée une activité physique ou sportive une nouvelle obligation d'affichage en faveur des victimes de violences ou de discrimination. Fin 2023, le rapport "[Pour un sport plus démocratique, plus éthique et plus protecteur](#)", remis à la ministre des Sports, recommandait plusieurs mesures allant ce sens. Les exploitants disposent d'un délai de six mois pour procéder à cet affichage.

## L'exception française

C'est en France que les journées d'école sont les plus longues. La France est le seul pays de l'OCDE où les élèves de primaire suivent une semaine de 4 jours (dans 97 % des communes). En France, on débat des rythmes scolaires depuis 1882 (vous savez, Jules Ferry), mais à l'époque, les vacances d'été duraient un mois. Les acquis scolaires sont parmi les plus mauvais en France dans les comparaisons internationales. Lien de cause à effet ? En juin 2025, une nouvelle réflexion sur les rythmes scolaires doit s'ouvrir avec le lancement d'une convention citoyenne pilotée par le CESE. [Lire l'article](#).

## **Pour des toilettes propres**

Nos ados sont quasi unanimes : les toilettes au collège, c'est la "cata". La saleté, le manque d'intimité ou l'insécurité font que beaucoup évitent de s'y rendre, au risque de se rendre malades. Mais comment se sentir en confiance pour travailler quand on se tient le ventre toute la journée ? *Okapi*, le magazine Bayard Jeunesse des 10-15 ans, s'attaque à ce sujet, que nos enfants n'osent pas toujours aborder à la maison, et fait le tour des solutions pour que cela change. Dans les lycées, ce n'est pas mieux et Xavier Bertrand, dont le flair (politique) est souvent remarqué, vient d'annoncer que ce problème est une priorité pour les Hauts de France. [Découvrez ici le sujet sur Okapi.](#)

## **La sûreté et la sécurité dans les établissements scolaires**

La récente évolution des obligations réglementaires en matière de Plans Particuliers de Mise en Sûreté (PPMS) impose aux établissements scolaires – de la maternelle au lycée – d'adopter un PPMS unifié avant la rentrée de l'année scolaire 2027-2028, en regroupant les plans concernant les risques majeurs, d'origine naturelle ou technologique, et ceux désormais liés aux attentats-intrusions. [C'est à lire ici.](#) On notera cependant que l'[Observatoire national de la sécurité et de l'accessibilité des établissements d'enseignement](#) (ONS), créé en 1995 et présidé par le Nancéien Jean-Marie Schléret, a été supprimé en 2020 par une précédente loi de "simplification" de l'action publique, malgré ses remarquables travaux d'alerte.

## **Tableau noir**

Le chiffre laisse sans voix. En France, près de la moitié des personnes qui agressent sexuellement des enfants... sont eux-mêmes des enfants. Un phénomène inquiétant, et en pleine expansion. Si la lumière a été faite ces dernières années sur le nombre effrayant de cas d'incestes, les violences sexuelles entre mineur-es restent encore impensées, et occultées dans le débat public. Pourtant, les conséquences sont graves : problèmes de santé mentale, pensées suicidaires... Bien que la plupart de ces infractions aient lieu dans le cadre familial, un grand nombre se produisent à l'école primaire, au collège ou au lycée. Dans ces lieux censés protéger les enfants, le "pas de vague" est encore de mise. Les adultes, ceux de l'école, mais aussi parfois les parents, préfèrent minimiser et réduire ces violences à des "jeux" sexuels. Résultat : c'est aux victimes de changer d'école, et les enfants ne sont la plupart du temps pas soignés – ou mal pris en charge. Aude Lorriaux a mené l'enquête auprès de familles d'enfants victimes et agresseurs, de professionnel-les de l'Éducation nationale, de la santé et de la justice. Comment expliquer l'augmentation de ces violences ? Quelles pistes pour les enrayer ? Pourquoi la parole des enfants est encore si peu écoutée ? Telles sont les questions auxquelles répond l'autrice dans le livre *Tableau noir. Violences sexuelles entre enfants, le phénomène massif que l'école ne veut pas voir.* (présentation éditeur)

Le [rapport de la la CIIVISE](#) Commission indépendante sur l'inceste et les violences sexuelles faites aux enfants) préconisait en 2023, parmi ses 16 mesures prioritaires, celle visant à garantir le respect des droits de l'enfant victime de violences sexuelles, par l'intervention d'un administrateur ad hoc. Le gouvernement s'engage à soutenir l'administration ad hoc pour mineurs, demande de longue date de [l'Unaf qui s'en félicite.](#)

## **Traitement des plaintes de mineures pour viols : la France condamnée par la CEDH**

Dans un [arrêt](#) rendu le 24 avril 2025, la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) a condamné la France pour manque de protection effective de mineures ayant déposé plainte pour viol. La CEDH avait été saisie par trois mineures, âgées de 13, 14 et 16 ans au moment des faits. Après un traitement de leur affaire considéré inadéquat par les requérantes et des procédures extrêmement longues, les juridictions françaises n'avaient pas conclu à la culpabilité des mis en cause. La Cour condamne la France en raison de l'absence de prise en compte de la vulnérabilité des victimes, des effets des circonstances environnantes et de la victimisation "secondaire" subie par l'une des requérantes. [Lire l'article.](#)



## SANTE

### **Les services soins-études pour les adolescents et jeunes en mal-être**

Si les enfants et les jeunes sont globalement en bonne santé et se perçoivent comme tel, les comportements qui s'installent à cette période, ainsi que les environnements physiques et sociaux, dans lesquels ils se développent, conditionnent leur avenir en matière de santé. Santé Publique France, dans [une publication récente](#), informe sur les points d'alerte qu'il convient de prendre en compte.

[Une étude](#) pointe une augmentation sans précédent du nombre d'épisodes dépressifs. Si les principaux concernés sont les 18-24 ans, les 13-17 ans sont aussi touchés par les crises d'anxiété, les troubles alimentaires et les gestes suicidaires.

Si aucune statistique n'est produite par l'Education nationale, nous pouvons constater une augmentation depuis quelques années du refus scolaire anxieux, autrefois appelé "phobie scolaire", chez leurs élèves de tous âges, tous milieux sociaux et niveaux scolaires. "Au moins un ou deux par classe", estiment des chefs d'établissements. Le dispositif "soins-étude" accueille des jeunes en situation de phobie scolaire, d'anorexie, d'agoraphobie...

La [Fondation Santé des étudiants de France](#) (FSEF), reconnue d'utilité publique, est une institution spécialisée de la santé des adolescent.e.s et jeunes adultes. Elle accueille chaque année plus de 10 000 patients et usagers, de 12 à 25 ans, au sein de ses 26 implantations, cliniques et structures médico-sociales, dans toute la France, dont en région Grand Est la [Clinique FSEF Vitry-le-François](#) (51) et le [Centre d'Accueil Médico-psychologique Universitaire de Strasbourg](#) (CAMUS).

Lieux d'écoute et d'accompagnement : [les Maisons des Adolescents](#), dont la [Maison des Adolescents de Strasbourg](#), la [Maison des Adolescents de Meurthe-et-Moselle](#) à Nancy ([liste et cartographie complète](#) des Maisons des Adolescents sur le site de l'Association nationale des Maisons d'Adolescents, ANMDA).

### **Conduites suicidaires en France**

En 2023, 91 162 hospitalisations pour geste auto-infligé ont été dénombrées en France entière (Hexagone + DROM), soit un taux de 134 hospitalisations pour 100 000 habitants (+ 2,9 % par rapport à 2022). Les jeunes filles et jeunes femmes de 11 à 24 ans présentaient les taux d'hospitalisation pour geste auto-infligé les plus élevés, notamment les jeunes filles de 15 à 17 ans avec 737 hospitalisations pour 100 000. C'est ce qu'indique [une étude de Santé Publique France](#). [Lire l'article](#).

### **Quel est l'impact de l'éco-anxiété sur la santé mentale des Français ?**

L'Observatoire de l'Eco-anxiété (OBSECA), porté par [Econoïa](#), en partenariat avec l'ADEME et avec le soutien du fon[E5t](#), vient de publier la première [étude sur l'impact de l'éco-anxiété sur la santé mentale des Français](#), donnant à voir les catégories les plus exposées. Cette étude, réalisée du 26 août au 4 septembre 2024 auprès d'un échantillon représentatif, est la première en France à diagnostiquer les symptômes d'éco-anxiété menaçant la santé mentale. Environ 2,1 millions de Français sont très fortement éco-anxieux au point de devoir bénéficier d'un suivi psychologique. L'enjeu est de transformer l'énergie négative de l'éco-anxiété en une énergie positive de résilience et d'action. [Voir le communiqué de presse](#).

### **Prévention en santé au travail : défis et perspectives**

Le droit de la santé et de la sécurité au travail s'est construit par évolutions successives autour de deux principes : la responsabilité de l'employeur, d'abord, et son corollaire, la réparation des atteintes à la santé causées par l'activité professionnelle. La santé au travail fait aujourd'hui face à de nouveaux défis : crises sanitaires, essor du télétravail, accroissement du travail indépendant liés aux plateformes. Pour contrer ces effets, [le Conseil économique, social et environnemental formule des recommandations](#). [Lire l'article](#).

## Discriminations dans l'accès aux soins

Douleurs minimisées, refus de prise en charge, actes non consentis : les femmes, les personnes d'origine étrangère ou en situation de handicap sont l'objet de discriminations dans leur accès aux soins et leur parcours médical, selon un [rapport](#) de la Défenseure des droits publié le 6 mai 2025. Certes, en 2022, 224 plaintes ont été déposées devant les ordres professionnels et l'Assurance maladie et 31 réclamations ont été envoyées à la Défenseure, mais l'ampleur des discriminations dépasse "largement" ces chiffres, estime le rapport. Les pratiques professionnelles sont influencées par des préjugés et stéréotypes. L'organisation du système de soins n'est pas adaptée aux besoins spécifiques. Tous les lieux de soin et toutes les professions médicales sont concernés. La Défenseure des droits propose des pistes pour agir.

## Organisation mondiale de la santé (OMS) : lutte contre les pandémies

L'assemblée de l'OMS a adopté le 20 mai 2025 un accord visant à mieux coordonner l'action des 194 États membres en cas de nouvelle épidémie mondiale. Il vient combler les lacunes mises en évidence par la pandémie de Covid-19. Il ne donne toutefois pas à l'OMS le pouvoir d'imposer des mesures sanitaires telles que des confinements, des campagnes de vaccination ou des fermetures de frontières.

## Sclérose en plaques

Le 30 mai a eu lieu la Journée mondiale de la sclérose en plaques, l'occasion de révéler les multiples visages d'une maladie qui peut prendre des formes moins visibles mais pourtant plus lourdes. [Lire l'article](#).

## Chenilles processionnaires : quelles solutions pour s'en protéger ?

Au printemps, les chenilles processionnaires – des chenilles urticantes – font leur retour. La période la plus propice se situe en mai-juin. Dans le Grand Est, la processionnaire du chêne est la plus répandue. Toutefois, la processionnaire du pin se trouve désormais dans les départements de l'Aube, la Marne et la Haute-Marne. Elles peuvent représenter un grave danger, notamment pour les animaux et les enfants. Comment s'en protéger ? [La Chambre de Consommation d'Alsace et Grand Est vous l'explique](#). Plus d'informations sur le site de [l'ARS Grand Est](#).



## CONSOMMATION

### Le service public d'eau potable

Un [décret du 14 mai 2025](#) adapte les obligations sur la mise en ligne d'informations relatives aux services publics d'eau et d'assainissement. Il apporte ainsi des précisions sur les informations à faire figurer dans le rapport annuel au regard d'indicateurs de qualité, de prix, d'organisation... [Lire l'article](#).

### Recyclage des textiles

La ministre de la Transition écologique veut "réformer en profondeur" une filière REP textiles proche de l'embolie. Elle entend en particulier réviser le cahier des charges de l'éco-organisme, pour lui permettre notamment d'investir dans des outils de tri et de recyclage qui font aujourd'hui défaut. Dans un premier temps, l'effort sera conduit sur la collecte afin d'amorcer la pompe, au risque de devoir recourir à court terme – au mieux ? – à la valorisation énergétique des textiles collectés. [Lire l'article](#).

### La grande distribution brade notre santé

La Confédération Syndicale des Familles (La CSF), aux côtés de six autres associations, révèle les résultats d'une enquête inédite portant sur près de 5 000 promotions alimentaires dans les supermarchés. Résultat : les promos poussent massivement à consommer des produits mauvais pour la santé. La CSF exige des promotions sur les bons produits. [Lire l'article](#).

## Loi du 30 avril 2025

La [loi du 30 avril 2025](#) transpose plusieurs directives européennes et adapte le droit français à plusieurs règlements européens récents dans différents domaines touchant à la santé, intéressant les consommateurs, précisant les obligations sur des services... Elle revoit en particulier les règles en matière d'actions de groupe pour les personnes victimes d'un même dommage. Les actions de groupe relèveront désormais d'un régime unique. [Lire l'article](#).

## Loi du 13 mai 2025

La [loi du 13 mai 2025](#) encadre les frais facturés par les banques pour clôturer les comptes de leurs clients décédés, couramment appelés "frais bancaires de succession". D'après l'association UFC - Que Choisir, ces frais ont explosé. Fin 2023, ils s'élevaient à 291 euros en moyenne, en hausse de 25% par rapport à 2021 et de 50% par rapport à 2012. [Lire l'article](#).

## Pauvreté

Chauffer son logement à la bonne température, s'acheter des vêtements neufs, accéder à Internet depuis son domicile... en France, début 2024, 8,6 millions de personnes ne peuvent pas financer des dépenses de la vie courante. En légère baisse par rapport à début 2023, la proportion de ces personnes reste à un niveau plus élevé qu'entre 2013 et 2020. L'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) a publié, le 6 mai 2025, les résultats de son enquête sur la [privation matérielle et sociale](#) en France en 2024. La privation matérielle et sociale désigne la situation des personnes ne pouvant pas couvrir les dépenses liées à au moins cinq éléments de la vie courante parmi treize. 6% de la population cumule au moins sept privations et se trouve en situation de privation matérielle et sociale sévère. [Lire l'article](#).



## LOGEMENT

### Habitat inclusif

Une alternative à l'hébergement d'urgence en nuit d'hôtel ? La ministre du Logement, Valérie Létard, était en déplacement à Clamart (Hauts-de-Seine), le 19 mai 2025. À l'occasion de la [Semaine nationale des pensions de famille](#), la ministre a annoncé la création de 10.000 places supplémentaires dans les pensions de famille d'ici 2027, dans le cadre du deuxième plan "Logement d'abord". Elles s'ajouteront aux 25.000 places déjà existantes, dans les 1.100 structures présentes en France, dont les "[Famille-gouvernante](#)" ou autres formes de logement accompagné proposées par 70 Udaf (7 en Grand Est). [Lire l'article](#).

L'Unaf met en place [un cycle d'accompagnement des pratiques professionnelles](#) pour les animateurs-coordonateurs de l'habitat inclusif.

Le dernier numéro du magazine *Union Sociale* propose un [dossier sur des initiatives domiciliaires](#) portées par des associations, avec en accès libre l'[entretien croisé](#) entre des experts de l'Uniopss au sujet de l'étude sur l'accompagnement des personnes précaires vieillissantes.

### Bon à savoir

Un [décret du 14 mai 2025](#) précise les modalités de mise en œuvre de la procédure d'expropriation des immeubles indignes à titre réparable, inspirée d'une proposition phare du [rapport Lutz-Hanotin](#) (octobre 2023).

Un [arrêté du 15 mai 2025](#) met en cohérence les modalités d'agrément de "Mon accompagnateur Renov'", ce tiers de confiance chargé de sécuriser de bout en bout le parcours des ménages dans leur projet de rénovation énergétique. [Lire l'article](#).

L'USH (mouvement HLM) a tenu le 27 mai 2025 à Nancy la première édition de la [Journée du logement social](#), intitulée "Les Hlm logent la France telle qu'elle est". On lira l'excellent [dossier thématique](#) réalisé à cette occasion, pour "changer de regard".

## EN BREF.... MAIS IMPORTANT

✓ Les journées nationales de l'Agence Nationale de la Rénovation Urbaine (ANRU) "**Mieux vivre dans les quartiers**" se tiendront les 11 et 12 juin 2025 au 104PARIS. [Découvrir le programme détaillé](#) et lire [l'article de l'ORIV](#), centre de ressources Grand Est.

✓ Le CESE a organisé le 20 mai 2025 un évènement "[Quartiers urbains populaires, parlons solutions !](#)" afin de **changer de regard**, et permettant de découvrir de nombreuses initiatives portées par des acteurs associatifs, des entrepreneurs, des élus, des habitants et habitantes de banlieues, terres de dynamisme et de solutions.

✓ Le 27 mai 2025, le CESER Grand Est et les conseils de développement de la région, réunis à Tomblaine, ont signé une [Charte de coopération](#) pour un renouveau de la **démocratie participative**. A l'échelle nationale, le Conseil économique, social et environnemental (CESE) lance une démarche prospective pour imaginer un modèle de société "soutenable, durable et inclusive" à l'horizon 2050. Dans ce cadre, les conseils de développement sont invités à organiser des ateliers dans leurs territoires pour faire entendre la voix des citoyens et citoyennes. [Pour en savoir plus](#).

✓ Dans une démocratie, la science ne peut être réduite à un discours d'experts : elle est un bien commun. Comment permettre aux scientifiques de contribuer pleinement au **débat démocratique**, dans un cadre ouvert et partagé ? La Ville de Nancy et Terra Nova s'associent avec l'Université de Lorraine, pour la deuxième édition du forum "[Place\(s\) de la démocratie](#)" les 5, 6 et 7 juin 2025. Le public est invité à explorer concrètement les conditions d'une décision politique éclairée par les savoirs.

✓ Comment favoriser la réappropriation des sites de **baignade en eau libre** dans un contexte de réchauffement climatique ? Webinaire organisé par le CESER Grand Est le 4 juin, de 10 h à midi, avec Boris Ravignon, maire de Charleville-Mézières, président d'Ardenne Métropole, Jean-Luc Huber, maire de Mittersheim, Sibylle Van der Walt, présidente de Metz Ville d'Eau et Mélanie Monteiro, Aquanova Saint-Dié-des-Vosges.

✓ Le festival [O'se changer les codes](#) s'est tenu le vendredi 16 et le samedi 17 mai 2025 au Point d'eau à Ostwald. Ces deux journées ont été consacrées à aborder sans tabou la vie intime, affective et sexuelle des personnes en situation de **handicap**. L'Udaf 67 était présente, aux côtés de ses associations membres : Unafam et APF France Handicap.

✓ Pour favoriser le respect de la **parité** dans les conseils municipaux et répondre à la crise de l'engagement local, la [loi du 21 mai 2025](#) étend aux communes de moins de 1 000 habitants le mode de scrutin de liste paritaire. Cette réforme s'applique dès les prochaines élections municipales de mars 2026. [Lire l'article](#).

✓ La [Journée citoyenne](#) (24 mai 2025), au lendemain de la [Fête des Voisins](#), donne l'opportunité aux habitants de contribuer à des chantiers d'intérêt général et, par la même occasion, de se rencontrer. L'initiateur de cette démarche est Fabian Jordan, maire de Berrwiller (Haut-Rhin), également président de la communauté d'agglomération de Mulhouse. En tout, 3.000 communes organiseraient chaque année – à la fin du mois de mai ou à une autre date – une **journée citoyenne** en France. Une association nationale sera bientôt créée pour fournir un appui au déploiement de la Journée citoyenne, en remplacement de l'Observatoire de la décentralisation et de l'action sociale (Odas). [Lire l'article](#).

✓ L'association de consommateurs Fnaut (Fédération Nationale des Associations d'Usagers des Transports) appelle les citoyens à signer [une pétition](#) pour s'opposer à la suppression de certaines **lignes ferroviaires**.

✓ La [loi du 28 avril 2025](#) vise à renforcer la sûreté dans les transports. [Lire l'article](#).

✓ **Les autres sujets Mobilités ici en liens** : [apaiser les tensions sur la voie publique](#) ; [mobilité et précarité](#) ; un programme Croix Rouge et Fondation Crédit Mutuel [pour des mobilités solidaires](#) ; [le centre de ressources de la mobilité durable et inclusive](#) ; le [replay de la conférence Cerema](#) sur la circulation inter-files (CIF).

**1945-2025 : 80 ans de représentation familiale**

*L'Unaf, les Udaf et Uraf : unis pour les familles*